



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des Territoires
Service Environnement Eau
Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

Installations classées

N° 2015-A-98-IC

AP

Arrêté préfectoral portant autorisation unique au bénéfice de la SAS OURY concernant un élevage de bovins sur la commune de FAUX VESIGNEUL

**Le préfet de la région Champagne-Ardenne
Préfet de la marne**

VU

- la directive 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates »,
- la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite directive « IPPC »,
- le code de l'environnement, notamment ses articles R. 512-28 à R.512-45,
- le code de la santé publique, notamment l'article L.1321-1,
- l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection l'environnement,
- le décret n° 2014-450 du 02 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets,
- l'arrêté ministériel du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire,
- l'arrêté du 02 mai 2013 modifiant l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement,
- l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne Ardenne,
- la demande présentée en date du 16 février 2015 par la société **SAS OURY** dont le siège social est à Coupetz en vue d'obtenir l'autorisation unique pour l'exploitation d'un élevage de 1 976 bovins à l'engraissement ;
- la décision en date du 08 juillet 2015 du président du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE portant désignation du commissaire-enquêteur,
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,
- le rapport en date du 03 novembre 2015 de l'inspection des installations classées,

- l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 19 novembre 2015, au cours de laquelle le demandeur a été entendu,
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 novembre 2015,
- le courriel du 19 novembre 2015 du demandeur faisant part de son accord sur le projet d'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT,

- que les installations faisant l'objet de la demande sont soumises à autorisation préfectorale unique au titre du titre II de l'ordonnance n° 2014-355 susvisée,
- que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,
- que les conditions d'aménagement, d'agrandissement et d'exploitation ainsi que les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation unique permettent de limiter les inconvénients et dangers,
- que les prescriptions du présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et la protection de la nature et de l'environnement,
- que les prescriptions du présent arrêté permettent la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau telle que mentionnée à l'article L.211-1 du titre 1^{er} du livre II du code de l'environnement,
- que le plan d'épandage sollicité par la SAS OURY n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation unique sont réunies,

SUR proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

ARRETE

Sommaire

Article 1.....	p.4
Article 2.....	p.4
Article 3.....	p.4
Article 4.....	p.5
Article 5.....	p.5
Article 6.....	p.5
Article 7.....	p.5
Article 8.....	p.5
Article 9.....	p.6
Article 10.....	p.6
Article 11.....	p.7
Article 12.....	p.7

Annexe I : MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES	8
Annexe II : PLAN(S) DES INSTALLATIONS	9
Annexe III :	
CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES 12	
Article 1 – Règles générales d'aménagement et d'exploitation des installations.....	12
Article 2 – Périmètre d'éloignement.....	12
Article 3 – Règles d'aménagement de l'élevage.....	13
Article 4 – Intégration dans le paysage.....	13
Article 5 – Lutte contre les nuisibles.....	13
Article 6 – Incidents ou accidents.....	13
Article 7 – Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	13
CHAPITRE II – PREVENTION DE RISQUES.....13	
Article 8 – Principes directeurs.....	13
Article 9 – Accès et circulation dans l'établissement.....	13
Article 10 – Protection contre l'incendie.....	13
Article 11 – Le contrôle périodique.....	14
CHAPITRE III – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX	
AQUATIQUES.....14	
Article 12 – Dispositions générales.....	14
Article 13 – Prélèvements et consommation d'eau.....	15
Article 14 – Gestion des eaux pluviales.....	15
Article 15 – Gestion des effluents.....	16
CHAPITRE IV – LES EPANDAGES.....16	
Article 16 – Dispositions générales.....	16
Article 17 – Distances minimales des épandages vis-à-vis des tiers et délai(s) d'enfouissement.....	17
Article 18 – Modalités de l'épandage.....	17
Article 19 – Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers.....	17
CHAPITRE V – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....18	
Article 20 – Dispositions générales.....	18
Article 21 – Odeurs et gaz.....	18
Article 22 – Émissions et envols de poussières.....	18
CHAPITRE VI – LES DECHETS.....18	
Article 23 – Principes de gestion.....	18
Article 24 – Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	18
Article 25 – Cas particulier des cadavres d'animaux.....	19
CHAPITRE VII – PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....19	
Article 26 -	19
CHAPITRE VIII – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE L'EPANDAGE.....19	
Article 27 – Auto surveillance.....	19
Article 28 – Déclaration des émissions polluantes et des déchets.....	20
Article 29 – Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	20
Annexe IV : LISTE DES PARCELLES D'EPANDAGE.....	21

ARTICLE 1 :

La présente autorisation unique tient lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L512-1 du code de l'environnement.

La SAS OURY, bénéficiaire de cette autorisation unique, dont le siège social est situé 17 Grande Rue – 51240 COUPETZ, est autorisée à exploiter un élevage d'engraissement de bovins sur la commune de FAUX-VESIGNEUL selon le plan en annexe II du présent arrêté.

Sur ce site les installations entrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Alinéa	A, E .DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume demandé
2101	1.a	A	Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc.) 1. Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; transit et vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels. a) plus de 400 animaux	Elevage de bovins à l'engraissement	Nombre d'animaux	> 400	1 976 animaux
1530	3	NC	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Stockage	Volume	> 1 000 m³ et < 20 000 m³	675 m³
2160	2	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables y compris les stockages sous tente et structure gonflable. Autres installations: Si le volume total de stockage est supérieur à 5.000 m³, mais inférieur ou égal à 15.000 m³	Stockage	Volume	> 5 000 m³ et < 15 000 m³	1 890 m³

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; D : (déclaration) ; DC : soumis au contrôle périodique ; NC : (non classé)

ARTICLE 2

Dans la mesure du possible, les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe I et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 3

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant (voir plan annexe II). En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Adresse	Sections	Parcelles
FAUX-VESIGNEUL	Le Chemin de COUPETZ	section YP	5 et 6

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie est déclarée sans délai au maire de la commune, conformément au code du patrimoine.

ARTICLE 4

L'ensemble des installations ou équipements exploité dans l'établissement, mentionné ou non dans la nomenclature des installations classées, satisfait à tout moment aux prescriptions techniques de l'annexe III du présent arrêté, et autres réglementations en vigueur visées par le présent arrêté.

ARTICLE 5

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire. Elle cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région (en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 *relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive*).

ARTICLE 7

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toute modification que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce, sans que le bénéficiaire puisse prétendre, de ce fait, à aucune indemnité ou à aucun dédommagement quelconque.

L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble des installations par l'inspection des installations classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale et par les services d'incendie et de secours, en vue d'y faire telles constatations qu'ils jugeront nécessaires, de jour ou de nuit, et ce, sans l'assistance d'un officier ministériel.

L'ampliation du présent arrêté, remise comme autorisation, devra être présentée à tout délégué de l'administration qui en requerrait l'examen.

ARTICLE 8

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement immédiat n'est pas possible, des dispositions matérielles assurent leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 9

Lorsque l'activité autorisée au sein d'une installation cesse, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif, dans les conditions prévues par des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

En particulier, la notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger, et :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 10

Les délais de caducité de l'autorisation unique sont ceux mentionnés à l'article R. 512-74 du code de l'environnement ou le cas échéant à l'article R 553-10 du même code.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

I. Les décisions mentionnées aux articles 10 et 12 de l'ordonnance du 20 mars 2014 susvisée peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de :

- la publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est réalisée par le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;
- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article R. 512-39 du code de l'environnement ;
- la publication dans un journal local dans les conditions prévues à l'article R. 512-39 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

II. En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours. La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 11

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12

Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Marne, Madame la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne, délégation territoriale de la Marne, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Madame et Messieurs les maires de FAUX-VESIGNEUL, de COUPETZ, de CERNON, de CHEPPES-LA-PRAIRIE, de SONGY et de SAINT-QUENTIN-SUR-COOLE qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le gérant de la SAS OURY – 17 Grande Rue – 51240 COUPETZ.

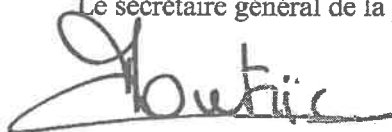
Monsieur le maire de FAUX-VESIGNEUL procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Un avis sera diffusé dans un journal du département par les soins de la direction départementale des territoires, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à disposition, soit en mairie de FAUX-VESIGNEUL, soit à la direction départementale des territoires de la Marne,

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 25 NOV. 2015

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture



Francis SOUTRIC

Annexe I
de l'arrêté préfectoral unique autorisant la **SAS OURY** à exploiter
un élevage de 1 976 bovins
commune de **FAUX-VESIGNEUL**

MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Les meilleures techniques disponibles visées à l'article 2 se définissent de la façon suivante :

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

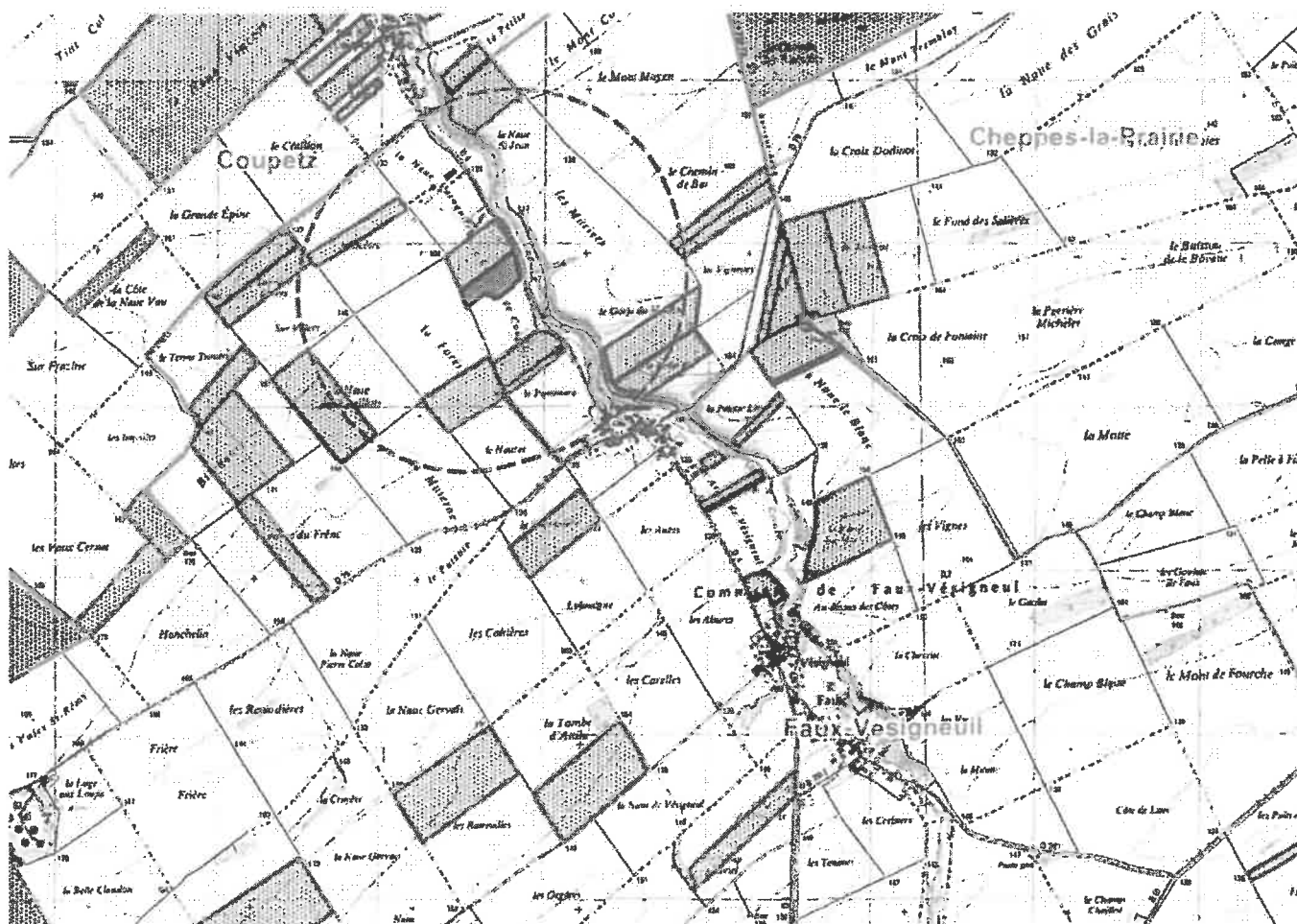
Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

1. Utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
2. Utilisation de substances moins dangereuses ;
3. Développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
4. Procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
5. Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
6. Nature, effets et volume des émissions concernées ;
7. Dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
8. Durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
9. Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
10. Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
11. Nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement.

Les meilleures techniques sont recensées dans des référentiels européens (ces référentiels sont appelés BREF -pour Best REference) disponibles sur le site INTERNET <http://aida.ineris.fr>

Annexe II
de l'arrêté préfectoral unique autorisant la SAS OURY à exploiter
un élevage de 1 976 bovins
commune de FAUX-VESIGNEUL

VUES ET PLANS DES INSTALLATIONS





Légende :

 Silos de pulpes de betteraves

 Fumière couverte

 Bassin de récupération des eaux d'extinction

 Bassin d'infiltration des eaux pluviales

 Réserve incendie

 Bâtiments d'élevage

 Stockage aliments secs

 Bâtiments de la SARL Oury

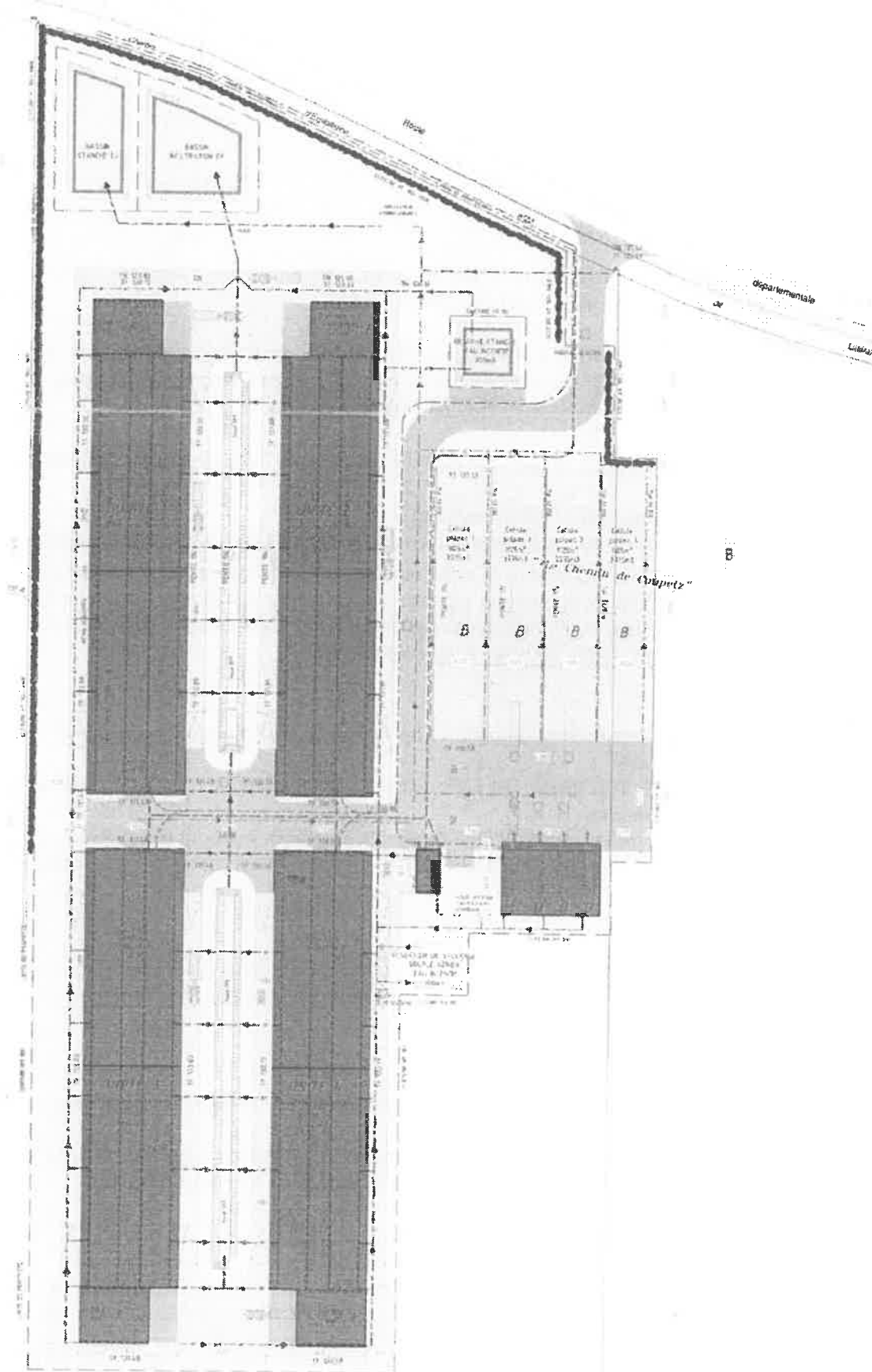
 Forage

 Cours d'eau

 Rayon de 100 m autour des installations

 Limite du site d'élevage

B



A

Annexe III

de l'arrêté préfectoral unique autorisant la SAS OURY à exploiter
un élevage de 1 976 bovins
sur la commune de FAUX-VESIGNEUL

CHAPITRE I- DISPOSITIONS GENERALES

Article 1- Règles générales d'aménagement et d'exploitation des installations.

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Des dispositions sont prises notamment pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fuel et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Formation du personnel

Par le terme de personnel, il faut prendre en compte l'ensemble des personnes intervenant dans l'exploitation, salarié ou non, y compris l'exploitant.

Le personnel de l'exploitation est familiarisé avec les systèmes de production et est correctement formé pour réaliser les tâches dont il est responsable.

L'exploitant propose au personnel qui en a besoin une formation supplémentaire ou une remise à niveau régulière si nécessaire, en particulier à l'occasion de l'introduction de pratiques de travail ou d'équipements nouveaux ou modifiés.

En ce qui concerne l'alimentation des animaux

Des mesures préventives sont prises pour réduire les quantités d'éléments fertilisants excrétés par les animaux. En particulier, les apports alimentaires correspondent le mieux possible aux besoins physiologiques des animaux aux différents stades de la production le cas échéant.

En ce qui concerne la gestion de l'énergie

L'exploitant enregistre la consommation en énergie au minimum une fois par an pour chacune des sources d'énergie.

L'exploitant limite autant que possible la consommation en énergie. En particulier, une inspection et un nettoyage des conduits de ventilation mécanique et des ventilateurs sont effectués en tant que de besoin.

Article 2- Périmètre d'éloignement

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité s'appliquent aux nouveaux bâtiments et annexes (dont les définitions sont précisées à l'article 2 de ce même arrêté) de l'exploitation dans le cas d'une extension postérieure à la date de signature du présent arrêté préfectoral et pour laquelle un récépissé a été délivré.

Article 3- Règles d'aménagement de l'élevage

Les prescriptions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité s'appliquent à l'exploitation.

Article 4- Intégration dans le paysage

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.). En particulier, la zone servant d'exutoire des eaux vannes est maintenue enherbée. De plus, les abords des silos et des ouvrages de stockage des effluents sont maintenus dégagés.

Article 5- Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 6- Incidents ou accidents

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis sous 15 jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article 7- Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier étant à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées sont conservées au minimum 5 ans.

CHAPITRE II- PREVENTION DES RISQUES

Article 8- Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 9- Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 10- Protection contre l'incendie

Protection interne

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. En particulier, sont présents :

- des extincteurs portatifs à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, précisant : «Ne pas se servir sur flamme gaz». Cette préconisation est rappelée à proximité du stockage de fuel et/ou de gaz ;
- des extincteurs portatifs «dioxyde de carbone» de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Protection externe

L'établissement dispose de deux réserves incendie de 300 m³ chacune à moins de 200 mètres de l'entrée des bâtiments (cette distance est mesurée par les voies carrossables et accessibles aux engins de lutte contre l'incendie) ;

L'exploitant s'assure auprès de la société des eaux ayant en charge la gestion du réseau d'eau dédié à la défense incendie, ou de la mairie, que le poteau incendie communal est capable de fournir un débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.

Le service d'incendie et de secours de la Marne effectuera une visite de réception dès qu'il sera prévenu par l'exploitant de l'achèvement des travaux.

Recommandations

Néant

Consignes d'urgence

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du Livre II du code du travail.

Article 11- Le contrôle périodique

Ces installations sont soumises à des contrôles périodiques qui devront être effectués par un organisme agréé, notamment pour les citernes de gaz, l'installation électrique et les silos, selon les règles de fréquence en vigueur.

CHAPITRE III- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 12- Dispositions générales

Un plan de tous les réseaux (effluents, eaux usées et eaux pluviales) est établi par l'exploitant et mis à jour après chaque modification. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage le cas échéant.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 13- Prélèvements et consommation d'eau

Origine des approvisionnements en eau

Le site d'élevage est alimenté en eau par un forage situé à près de 270 mètres au Nord de l'exploitation et appartenant au GAEC OURY. La consommation annuelle estimée par la SAS OURY est de 14 535m³ pour le site.

Un compteur d'eau volumétrique, adapté au débit et sans possibilité de remise à zéro, est installé sur la conduite d'alimentation en eau des installations.

Si le forage était abandonné, il serait comblé par une entreprise compétente et par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le comblement peut se faire par exemple avec des sables et des graviers siliceux, désinfectés, sur toute la hauteur aquifère, surmontés d'un bouchon d'argile gonflante ou d'un lit de sable puis d'une cimentation jusqu'à au moins 1 mètre de la surface. La hauteur du bouchon de cimentation ne pourra être inférieure à 5 mètres ou à la hauteur du tube plein s'il fait moins de 5 mètres.

Le déclarant informe l'inspection des installations classées des travaux envisagés, préalablement au comblement des installations. Le comblement ne pourra être réalisé qu'après avis favorable de l'inspection des installations classées.

Dans les deux mois qui suivent le comblement, le déclarant communique à l'inspection des installations classées un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette dernière formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Consommation en eau

L'exploitant réduit autant que possible la consommation d'eau.

La périodicité des relevés de la consommation d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue, avec un minimum de deux relevés par an.

L'exploitant tient un registre de la consommation d'eau et établit un bilan comparatif de la consommation d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés.

Une procédure de détection des fuites est mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible.

Les installations de distribution de l'eau de boisson sont réglées au moins à l'arrivée de chaque bande d'animaux.

Usages « domestiques » de l'eau de forage

L'exploitant mettra tous les moyens en œuvre pour respecter l'article L1321-1 du code de la santé publique : "Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation."

En conséquence, il s'assurera par la réalisation d'une analyse de l'eau de type P1, à l'exception du chlore, effectuée par un laboratoire agréé et définie dans l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, que l'eau du forage peut être utilisée pour des usages domestiques dans son réseau intérieur (sanitaires, douches). Ce même type d'analyse devra être renouvelé une fois par an.

Afin d'éviter tout risque pour la santé humaine, en l'absence d'autorisation sanitaire, un affichage portant la mention «eau non-potable» sera effectué au niveau des points d'usage et des bonbonnes d'eau ou de l'eau embouteillée sera mise à disposition du personnel pour consommation.

Concernant la gestion du risque lié aux légionelles dans les douches, le pétitionnaire prendra toute disposition pour éviter une contamination. Il pourra librement s'inspirer des recommandations prévues dans le cadre de l'arrêté du 1er février 2010, en terme de contrôle des températures et de fréquence d'analyses.

De plus, toute disposition doit être prise pour qu'en aucun cas une communication directe ou indirecte entre le réseau du pétitionnaire et le réseau public d'alimentation en eau potable ne soit possible.

Abreuvement des animaux

L'exploitant limite le gaspillage d'eau d'abreuvement tout en respectant les besoins physiologiques et le bien-être des animaux.

Eau de nettoyage

Pour réduire la consommation d'eau, l'exploitant nettoie en tant que de besoin les bâtiments d'élevage et les équipements à sec ou avec des nettoyeurs à haute pression ou tout autre moyen équivalent.

Article 14- Gestion des eaux pluviales

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 15- Gestion des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

La zone de rejet des eaux vannes issues des lavabos est maintenue enherbée. Seuls des produits dont le pH est proche de la neutralité (entre 6 et 8) sont utilisés au niveau des lavabos.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Identification des effluents

Les effluents produits par l'exploitation sont du fumier de bovin. Ils répondent aux caractéristiques suivantes :

Effluent	Volume	Azote total (N)	Phosphore (P ₂ O ₅)
Fumiers de bovin	13 043 tonnes/an	67 947 kg	42 859 kg

Gestion des ouvrages de stockage

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Le fumier est curé entre chaque bande puis transféré directement sur une plate forme de stockage. A l'issue d'un stockage sous les animaux ou sur fumière, de 2 mois, le fumier peut être stocké au champ.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides le cas échéant sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

CHAPITRE IV- LES ÉPANDAGES

Article 16- Dispositions générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal. L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des effluents sur environ 1 260,53 ha, sur les parcelles dont la liste figure en annexe IV du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites autant que faire se peut.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

En particulier, l'exploitant :

- planifie correctement l'épandage des effluents d'élevage et, pour réduire la gêne provoquée par les odeurs quand celles-ci peuvent avoir une incidence sur le voisinage, l'exploitant :
 - effectue l'épandage au cours de la journée, quand les tiers sont moins susceptibles d'être chez eux, et évite les week-ends et les jours fériés,
 - tient compte de la direction des vents par rapport aux maisons avoisinantes ;
- utilise du matériel adapté pour l'épandage des différents effluents produits, entre autres pour réduire les émissions d'ammoniac dans l'air provoquées par l'épandage ;
- tient compte de l'équilibre entre la quantité d'effluents à épandre et la surface disponible, les exigences des cultures et les autres engrais ;
- utilise les meilleures techniques disponibles pour l'épandage des effluents d'élevage.

L'épandage des effluents respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001.

Article 17- Distances minimales des épandages vis-à-vis des tiers et délai(s) d'enfouissement

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 50 mètres.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages des effluents sur terres nues sont suivis d'un enfouissement dans un délai maximal de 24 heures. Pour les parcelles dont la pente est supérieure à 7 %, l'enfouissement est réalisé sans délai.

Article 18- Modalités de l'épandage

Origine des effluents à épandre

Les effluents proviennent de l'élevage de bovins exploité par la SAS OURY et sont épandus dans le cadre de la fertilisation des cultures de l'EARL PELOUARD-ARROUART, de l'EARL BERTON BORDERIEUX, de l'EARL GENAUX, de la SCEA NEAU VINCENT, de la SCEA de la NOUE COLINET, de la SCEA de VAUGENCY et de la SCEA BRODIER-KOBA.

Les déficits en éléments minéraux sont comblés par des apports d'engrais minéraux.

Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Les prescriptions de l'article 27-4 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité s'appliquent à l'exploitation.

Conformément à l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, le total des apports avant et sur la CIPAN, ou la dérobee, est limité à 70 kg d'azote efficace/ha.

Le plan d'épandage

Le plan d'épandage comprend les pièces prévues par l'article 27.2 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité.

Toute modification notable du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Epanrages interdits

Les interdictions d'épandage prévues, en matière de distance, à l'article 27.3 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité, et prévues en matière de période d'épandage par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 augmenté des interdictions prévues par l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2014 sus-cité, s'appliquent à l'exploitation.

En particulier, l'épandage des effluents d'élevage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à moins de 35 mètres des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources);
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 35 mètres en amont des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration.

Article 19- Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à l'exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- la quantité épandue,
- les interdictions d'épandage,
- la nature des informations devant figurer au cahier d'épandage.

Des bordereaux sont remis à l'exploitant des parcelles mises à disposition après chaque opération de transfert d'effluents (voir contenu des bordereaux à l'article 27 de la présente annexe).

CHAPITRE V- PRÉVENTION DE LA PÔLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 20- Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions dans l'atmosphère, y compris diffuses.

Les installations de traitement de l'air le cas échéant sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

Article 21- Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique, celui-ci est utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 22- Emissions et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les moyens de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munis de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

CHAPITRE VI- LES DÉCHETS

Article 23- Principes de gestion

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

L'exploitant met en place un registre des déchets.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la localisation des déchets.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 24- Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour la couverture des silos d'ensilage.

Les huiles usagées sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

En cas de besoin, les effluents peuvent être traités sur un site autorisé ou déclaré au titre du livre II, titre 1^{er}, ou du livre V du code de l'environnement. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection le relevé des quantités livrées, la date de livraison et le document de suivi, ainsi que la copie de l'autorisation ou du récépissé de déclaration du site.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 25- Cas particulier des cadavres d'animaux

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Cet emplacement est étanche.

CHAPITRE VII- PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 26-

Les dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-cité s'appliquent à l'exploitation.

CHAPITRE VIII- SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE L'ÉPANDAGE

Article 27- Auto surveillance

Auto surveillance de l'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, est tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation,
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues,
- les superficies effectivement épandues,
- les dates d'épandage,
- la nature des cultures,
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral,
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe),
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le cahier d'épandage correspond aux exigences de l'arrêté préfectoral pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 pré-cité.

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits sur le site sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un tiers, le cahier d'épandage comprend un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Afin de contrôler l'évolution de la fertilité des sols récepteurs des effluents, une analyse agronomique est effectuée tous les quatre ans par un laboratoire agréé (par le ministère en charge de l'agriculture) et les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le producteur des effluents peut justifier à tout moment de la localisation des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 28- Déclaration des émissions polluantes et des déchets

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 sus-visé, l'exploitant déclare au préfet, pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants, celle des déchets dangereux à partir de 10 tonnes produites par an (toutes catégories de déchets dangereux confondues) et des déchets non dangereux (toutes catégories de déchets non dangereux confondues) à partir de 2 000 tonnes produites par an.

Les déchets dangereux sont notamment les cadavres et les déchets non dangereux sont notamment les effluents épandus sur les parcelles non inscrites sur l'emprise cultivée par l'exploitant.

Article 29- Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Annexe IV
de l'arrêté préfectoral unique autorisant la SAS OURY à exploiter
un élevage de 1 976 bovins
commune de FAUX-VESIGNEUL

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION **EARL PELOUARD-ARROUART**

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	21pe	1,06	1,06	0,97	Hydro
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	16pe	9,66	9,66	9,66	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	12pe	2,02	2,02	2,02	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	6pe	1,00	1,00	0,97	Hydro
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	3pe	1,14	1,14	1,14	-
Cheppes-la-Prairie	EARL PELOUARD-ARROUART	8pe	5,27	5,27	5,27	-
Songy	EARL PELOUARD-ARROUART	7pe	13,37	13,37	13,37	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	1pe	18,01	17,64	17,64	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	2pe	9,00	9,00	9,00	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	10pe	11,60	11,60	11,60	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	14pe	0,56	0,56	0,56	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	9pe	1,73	1,73	1,73	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	15pe	5,50	5,50	5,50	-
Cheppes-la-Prairie	EARL PELOUARD-ARROUART	13pe	15,36	15,36	15,36	-
Faux-Vesigneul	EARL PELOUARD-ARROUART	19pe	3,89	3,89	3,89	-

99,17 98,80 98,68

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION **EARL BERTON BORDERIEUX**

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	9be	6,50	6,50	6,50	-
Cheppes-la-Prairie	EARL BERTON BORDERIEUX	4be	15,36	15,36	15,36	-
Cheppes-la-Prairie	EARL BERTON BORDERIEUX	5be	4,07	4,07	4,07	-
Cheppes-la-Prairie	EARL BERTON BORDERIEUX	7be	5,27	5,27	5,27	-
Cheppes-la-Prairie	EARL BERTON BORDERIEUX	8be	3,10	3,10	3,10	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	10be	10,80	10,80	10,80	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	11be	4,61	4,61	4,61	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	12be	5,49	5,49	5,49	-
Songy	EARL BERTON BORDERIEUX	13be	12,89	12,89	12,89	-
Songy	EARL BERTON BORDERIEUX	14be	12,76	12,76	12,76	-
Songy	EARL BERTON BORDERIEUX	15be	0,62	0,62	0,62	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	19be	6,62	6,62	6,62	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	20be	12,03	12,03	12,03	-
Faux-Vesigneul	EARL BERTON BORDERIEUX	23be	1,96	1,96	1,80	Hydro

102,08 102,08 101,92

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION **EARL GENAUX**

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Coupetz	EARL GENAUX	1gen	101,63	100,06	100,06	-

101,63 100,06 100,06

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

SCEA DE LA NOUE COLINET

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	3col	16,68	16,68	16,68	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	2col	49,77	48,98	48,98	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	4col	52,24	52,24	52,24	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	6col	12,22	12,22	12,22	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	7col	27,02	26,38	26,38	-
Coupetz	SCEA DE LA NOUE COLINET	1col	2,71	2,71	2,71	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	8col	6,51	6,51	6,51	-
Cernon	SCEA DE LA NOUE COLINET	11col	2,23	2,23	2,23	-

169,38	167,95	167,95
--------	--------	--------

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

SCEA NEAU VINCENT

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Cernon	SCEA NEAU VINCENT	1vin	83,17	82,56	82,56	-
Coupetz	SCEA NEAU VINCENT	5vin	8,18	8,18	8,17	Tiers
Coupetz	SCEA NEAU VINCENT	4vin	5,36	5,36	5,36	-
Coupetz	SCEA NEAU VINCENT	2vin	111,21	111,21	111,21	-

207,92	207,31	207,30
--------	--------	--------

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

SCEA BRODIER-KOBA

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	9bro	11,69	11,69	11,69	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	14bro	9,54	9,54	9,54	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	15bro	7,08	7,08	7,08	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	10bro	6,01	6,01	6,01	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	7bro	1,89	1,89	1,89	-
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	6bro	14,12	14,12	14,12	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	8bro	6,51	6,51	6,51	-
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	5bro	8,94	8,94	8,79	Hydro
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	2bro	6,27	6,27	6,27	-
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	3bro	6,22	6,22	6,22	-
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	1bro	15,96	15,96	15,96	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	12bro	5,59	5,59	5,59	-
Faux-Vesigneul	SCEA BRODIER-KOBA	4bro	19,14	19,14	19,14	-
Coupetz	SCEA BRODIER-KOBA	13bro	12,00	12,00	12,00	-

130,96	130,96	130,81
--------	--------	--------

LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION
SCEA de VAUGENCY

Commune	Exploitant	Ilots	SAU Ilots	SAU mise à disposition	SE 15 m	Exclusions
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	16vau	30,24	30,24	30,24	-
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	8vau	23,00	23,00	23,00	-
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	9vau	24,74	24,74	24,31	Projet éoliennes
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	11vau	3,09	3,09	2,53	Hydro
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	13vau	19,16	19,16	19,16	-
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	12vau	13,53	13,53	13,53	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	39vau	11,33	11,33	11,33	-
Cernon	SCEA de VAUGENCY	6vau	4,64	4,64	4,64	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	38vau	23,94	23,94	23,94	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	36vau	14,91	14,91	14,91	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	37vau	2,51	2,51	2,51	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	33vau	15,43	15,43	15,43	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	34vau	34,38	34,38	34,38	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	35vau	28,76	28,76	28,76	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	31vau	14,87	14,87	14,87	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	32vau	36,28	36,28	36,28	-
Cernon	SCEA de VAUGENCY	4vau	1,60	1,60	1,60	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	30vau	43,50	43,50	43,50	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	29vau	24,81	24,81	22,10	Hydro
Cernon	SCEA de VAUGENCY	3vau	15,33	15,33	15,33	-
Faux-Vesigneul	SCEA de VAUGENCY	14vau	10,30	10,30	10,30	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	40vau	43,10	43,10	43,10	-
Saint-Quentin-sur-Coole	SCEA de VAUGENCY	42vau	13,92	13,92	13,92	-

453,37
453,37
449,67

